

François Sainterre

Aujourd'hui, dans Affaire sensible, la chute de la Quatrième République en mai 1958 morte pour certains de son inaptitude à régler la question algérienne,

assassinée pour d'autres par des congrégés qui voulaient s'aparte.

Raconter la fin de cette République s'est évoqué le retour d'un homme,

bien sûr, le général de Gaulle, opposé au régime parlementaire de la Quatrième

qu'il appelait « méprisant la République des partis »,

il a eu sa peau après 12 ans de traversée du désert.

Selon les gens, le général était revenu en toute égalité

tel un homme providentiel pour sauver une nouvelle fois la France d'un grand péril.

La vérité, c'est que la Providence s'est organisée tel une toile,

tissée à plusieurs mains.

Tout s'est déroulé en un peu plus de trois semaines,

du 13 mai 1958 au 1er juin de la même année.

Trois semaines, où diverses congrégations se sont entrecroisées

pour donner à cette République son coup fatal.

Trois semaines, où des bancs de l'Assemblée nationale

apparaissent jusqu'au balcon du gouvernement général d'Alger,

les militaires ont envahi le champ politique pour tenter de changer l'histoire.

Trois semaines, pendant lesquels les Français de Métropole furent des témoins souvent passifs,

des événements qui se déroulaient en Algérie, ce département français,

où depuis quatre années, une partie de la population colonisée algérienne

se battait pour obtenir son indépendance.

Notre invité aujourd'hui, l'historien Michel Vinois,

professeur et méritant de l'histoire contemporaine à Sciences Po,

auteur notamment, je le dis bien notamment car il a écrit en livre,

de l'agonie de la Quatrième République et de la République Sommeur.

Affaire sensible, une émission de France Inter en partenariat avec Lina,

préparée aujourd'hui par Jean Boulot,

coordination Christophe Barrère, réalisation David Jakuboviez.

Fabrice Drouel, affaire sensible, sur France Inter.

L'histoire de la chute de la Quatrième République débute le 8 février 1958 à Saquette-Sidi-Douceff, dans un village tunisien situé à la frontière avec l'Algérie.

Cet état samedi, jour de marche et les rues, était bondé, bruyante.

Et puis, vers onze heures, un bruit sourd et lointain surgit,

recouvrant peu à peu le broie des vendeurs.

Certains ont dû lever la tête vers le ciel et voir des bombardiers survoler la ville, puis lâcher leur bombe.

Ce jour-là, 148 personnes sont blessées, plus de 70,

dont des enfants, perdent la vie.

Les bombardiers sont français, les cibles sont des indépendantes algériens

qui auraient trouvé refuge dans une mine aux abords de ce village.

Une nouvelle fois, la guerre d'Algérie fait la une dans le monde entier,

voilà quatre ans que les indépendantes algériens du FLN,

le Front de Libération Nationale, ont entamé leur combat.
Quatre ans durant lesquels les différents gouvernements
de la jeune Quatrième République tombent face aux événements,
espérant toujours que les armes anéantiront les aspirations d'indépendance.
Mais malgré l'envoi de plus en plus de soldats,
dont une partie des jeunes Français devenus appelés,
malgré la mise en place de zones interdites,
l'instauration de l'état d'urgence,
l'attribution de pouvoirs spéciaux en Algérie, la guerre se poursuit.
Le drame de Saketsdiussev n'est qu'un épisode supplémentaire
pour cette République à bout de souffle.
Quelques jours après ce bombardement,
l'envers du décor de ce qu'on appelle alors la pacification
est dévoilée par un journaliste comédien.
Dans cet ouvrage intitulé La Question,
Henri Allegre raconte en détail les tortures
qu'il a subies quand il a été arrêté par les para-français.
Même si le livre est censuré avant sa publication,
il est lu et diffusé, ici, comme à l'étranger.
Si en France, cette guerre ne porte pas de nom,
ou en vérité ne veut pas dire son nom,
à l'étranger, elle est à la une.
Sur le front diplomatique,
les gouvernements de la Quatrième perdent presque toutes les batailles.
Les morts de Siliussev installent de nouveau la France
sur le bord des accusés.
Face aux critiques des puissances internationales,
dont les Alliés américains,
la Quatrième République sombre dans une crise politique
qui pousse le radical,
Félix Gaillard, président des conseils et chef du gouvernement,
a démissionné le 16 avril.
À partir de cette date, une course contre la montre s'engage.
En vertu de la Constitution,
c'est le président de la République qui a la charge de nommer un nouveau président des conseils
qui aura pour mission, lui, de former un gouvernement.
Semaine après semaine, les refus s'accumulent.
Dans le même temps, en Algérie,
comme sur le territoire en métropole,
les conspirations s'organisent.
Finalement, c'est le FNN qui allume l'étincelle
qui va faire chavirer Paris et Algérie.
Le 10 mai, par un communiqué,

les indépendants d'Otis-Algérie
annoncent l'exécution de trois prisonniers français
reconnus coupables de tortures, de viols
et d'assassinats contre la population civile.
Trois jours plus tard, le 13 mai, Algérie,
l'insurrection approche.
Français d'Algérie, la Grèce totale
a commencé depuis environ déjà un quart d'heure.
Les rues sont désertes,
les magasins sont fermés à 100%.
Pensez d'Algérie, tout à l'heure,
nous nous retrouverons tous au plateau d'Egliaire,
par milliers pour manifester
contre toute politique d'abandon
et contre tout ministre-Résident
ne représentant pas à Algérie
un gouvernement de salier public seul capable de s'enlever.

...

Alors qu'à Paris, le président de la République
a enfin trouvé, en la personne de Pierre Piumlin,
le futur chef du gouvernement, qui, à 15 heures,
se traîne de mes savances à la tribune de l'Assemblée
pour obtenir la confiance des députés,
des dizaines de milliers d'Algérie
ont retrouvé eux aux abords du Monument au Mord de l'Algérie
pour honorer la mémoire des trois prisonniers français.

...

Voici maintenant dans les jardins
qui entourent le Monument au Mord.
On domine la place, la place noire de monde.
Je vois des drapeaux qui s'agitent,
des pancartes portés par les délégations
qui arrivent sans cesse plus nombreuses.
Il est impossible d'évaluer le nombre
des gens qui sont rassemblés là.
Il y en a peut-être 20 000, peut-être 30 000.
Il y a des gens sur tous les balconnes,
sur toutes les terrasses.
Il est actuellement 16 heures 45
et, pratiquement, la manifestation
n'est pas encore commencée.
Et toujours, toujours, on entend les slogans Algérie,
Algérie française et, de temps à autre,
la Marseillaise qui est retentie.

La manifestation devait se limiter à un hommage,
mais à 15h30, soutenue par l'écrit de la foule,
des étudiants mettaçables
le Centre Culture à l'Américain,
ainsi que le locaux du journal
l'Algérie République.
La rue gonfle, se cabre,
puis se révoltent.
Per 18 heures, une foule compacte et de ranse
prend d'assaut le gouvernement général
un symbole des pouvoirs métropolitains.
La grille était ventrée,
les vitres sont brisées,
les archives jetées par la fenêtre.
Quand les journalistes de la RTF arrivent sur place,
ils découvrent une foule en l'IS.
Et vers 19 heures,
les généraux salants à la Rémasue
arrivent sur place et tentent de se frayer un chemin
pour rejoindre les bureaux de gouvernement général
où se trouvent les responsables de l'occupation.
Face à la situation
et pour éviter un basculement
vers un soulèvement armé,
le général Massu accepte la demande des insurgés
de constituer un comité de celles publiques
dont il prend la tête.
En début de soirée,
il s'avance sur le balcon.
Au côté du héros de la bataille d'Algeant,
trouve des militaires, des activistes de toute obédiance,
des civils,
mais aussi quelques personnalités gaulistes venus de Paris,
dont Lion Delbeca.
Arrivée la veille,
se proche de Jacques Chabandelmas,
alors toujours ministre de la Défense,
a su se trouver au bon endroit,
au bon moment,
la Providence en l'autre.
Après le soulèvement et la constitution
d'un pouvoir dissident,
les hommes des comités de celles publiques
décident d'enrayer la radio.

A 20 et 30,
ils pénètrent dans les locaux de la RTF.
Avec sans froid,
le journaliste interroge
les insurgés maîtres
désormais de l'Algérie.
Non mais rentrez parmi nous,
il est tard.
Vous êtes des manifestants ?
Oui.
Alors, qu'est-ce que vous voulez ?
Je ne sais pas.
Venez nous dire,
qu'est-ce que vous voulez ?
Hein ?
Vous voulez pénétrer dans les studios ?
Oui.
Vous voulez l'annoncer dans les studios ?
Oui.
Mais nous l'avons déjà annoncé.
Oui.
L'arrivée de celles
n'est pas encore officielle.
Nous n'avons pas le droit d'annoncer
tant que nous n'avons pas
la fierté de suite.
Oui.
Et faudrait que vous rendiez,
que vous calmez vos camarades.
Monsieur,
il y a des résolutions très graves
qui viennent d'être mises.
Il est normal,
il est normal que tout le peuple
avant de s'endormir
et on soit en coureur.
Il est normal que tout ce qui
a eu des morts ici en Algérie
puisse être informé
avant que ce qu'un disparaigarait
au gouvernement général
peut pouvoir vendre
une fois une Algérie française
avant que nous soyons

complètement tous enculés.
Excusez-moi le terme.
Effort de faire au CD.
Au même moment,
à Paris, la République reste stoïque.
Certes,
les débats ont été suspendus
quelques minutes
pour que chacun prenne connaissance
d'effets,
mais par question
le chef des gouvernements.
C'est à trois heures et quart du matin
que Pierre Publain
obtient la confiance du Parlement
et devient ainsi
le 22e président
du Conseil
de la Quatrième République.
Quelques heures plus tard,
Algel, général Massil,
chef désigné
du comité de salut public,
né de l'insurrection,
supplie, je cite,
le général de Gaulle
de rompre le silence
en vue de la constitution
d'un gouvernement de salut public
qui seul peut sauver
l'Algérie de l'abandon.
Les insurgés d'Algel
dessinent le nom
de l'homme
qui pourrait éviter la rupture
de Gaulle.
Mais le général est-il au courant
de la présence
de ses soutiens Algel ?
Evidemment,
de Gaulle a été prévenu,
mais à chaque fois,
il a toujours préféré
laisser faire,

sans réputer,
ni soutenir.
Au lendemain,
du coup de force,
du 13e,
il ne change rien ses habitudes.
Comme chaque mercredi,
il quitte son domaine
de Colomblers les deux églises
en haute marne
parier ses bureaux
de la rue de Salferino.
Là, il consulte,
rencontre ses conseillers,
mais préfère
pour leur garder le silence
face aux événements.
Oui, mais Algel,
ce silence inquiète.
Après la foris,
c'est l'incertitude
qui imprègne
l'esprit de ses dissieux,
les militaires contrôlent,
mais se gardent
de prendre toute initiative.
Étonnamment,
les nouveaux gouvernements
ne les condamnent pas
pour avoir plus la tête
de ce pouvoir dissident.
Pierre Fumelin
espère-t-il que le temps
les fasse revenir de même
sous les ordres
de la République.
Et puis,
les condamnés,
ne sera-t-il pas
les pousser vers l'impensable ?
En tout cas,
le nouveau chef
de gouvernement
préfère jouer

l'apaisement
plutôt que les preuves de force.
À la radio,
Pierre Fumelin
prend la parole
dès le 14
étant de rassurer
la population d'Alger
sur son souhait
de sauvegarder
l'Algérie française.
Si les militaires
sont attentifs,
les gaullistes refusent
eux de baisser la garde.
Minicieusement,
ils essaient d'accéder
à les choses
et d'obliger l'armée,
tout comme le général,
à battre leurs cartes.
Et c'est ainsi
que,
dans la matinée du 15 mai,
Léon Delbeck
s'entretient avec
le général Salan.
Est-il prêt
à soutenir Delbeck ?
Oui.
Alors Delbeck
le convainc
de le dire à la foule
devant les micros,
ce qu'il fait.
À demi-mour.
Les amis,
cibent la France,
cibent l'Algérie,
cibent l'Algérie.
À 17h30,
le général de Gaulle
répond à cette oration.
Via un communiqué de presse,

il s'est dit prêt
à assumer les pouvoirs
de la République.
L'information
traverse très vite
la Méditerranée
et c'est ainsi que
l'influent Léon Delbeck
donne lecture
des mots du général
à la foule
rassemblée devant le forum
d'Alger.
Algéroie, Algéroie !
Je vais vous lire
le texte
d'un communiqué
qui vient de nous paraître.
Le général de Gaulle
vient de faire
une déclaration
qu'il a rendu public
aujourd'hui.
Depuis 12 ans,
la France
auprise
avec des problèmes
trop rudes
pour le régime des partis
est engagée
dans un processus
désastreux.
Naguerre,
le pays
dans ses profondeurs,
m'a fait confiance
pour le conduire
tout entier
jusqu'en son salut.
Aujourd'hui,
devant les épreuves
qui montent
de nouveau vers lui,
qu'il sache

que je me tiens prêt
à assumer
les pouvoirs
de la République.
Après les incertitudes
des premières soeurs,
les Gaullistes
ont suturé leur épingle
du jeu.
Algiers a désigné
par acclamation son sauveur.
Il s'agira
d'où Charles de Gaulle
ou de personne.
Cela s'est firmenté
la faire chavirer
la métropole
dans les bras du général.
Pas encore.
Car à Paris,
la situation est toute autre.
Il reste au Gaulliste
à convaincre
l'opinion
et à faire plier le pouvoir.
Rappelons que,
à ce moment-là,
le général et ses partisans
n'ont pas bonne presse.
Dans le journal Le Monde,
le journaliste
Hubert Boeuf-Merry
qualifie la réaction
du général
de parole malheureuse.
Il explique dans son édito
et je le cite
qu'en parlant
comme il l'a fait,
le général a multiplié
les risques et compromis l'espoir
de salut que beaucoup pressés
par la nécessité
voulait encore mettre en lui.

Des jours sombres
se prépare
conclut le journaliste.
Il le sait d'ailleurs.
L'avenir ne peut être
qu'incertain et risqué
quand il se joue
entre un pouvoir d'ici-dedans
aux mains de militaires
revanchards
et un pouvoir légitime
mais fragile
qui vient d'être lommé.
Alors chacun avance ses pions
en espérant ne pas trop
dévoiler ses lignes
de défense
ou d'attaque.
Le 16 mai,
le président du Conseil,
Pierre Cumin,
obtient de nouveau
la confiance des parlementaires
avec l'instauration
d'état d'urgence.
Grâce à cela
et pour éviter tout
débordement en métropole,
son gouvernement
interdit tout rassemblement
que ce soit
pour soutenir
les insurgés
ou le gouvernement.
Seul,
le pouvoir militaire
et encore
à ce gouvernement pire,
le jour même,
le général
Elis,
le chef
d'état-major
des forces armées

démissionne.
D'où l'apprend,
le lendemain,
ses proches annoncent
la tenue
une conférence de presse.
Va-t-il répondre
à l'appel
des faccieux
ou les condamnés ?
Le 19 mai,
jour de la conférence,
le dinkère
Tataman rassète
tous les Français
ont leur aim
collé au transistor
Mesdames messieurs,
il y aura tantôt
trois années
que j'ai eu le plaisir
de vous voir.
Lors de notre dernière
rencontre,
si vous vous en souvenez,
je vous avais fait part
de mes prévisions
et de mes inquiétudes
quant au développement
probable
des événements.
Et aussi,
quant à ma résolution
de garder le silence,
jusqu'au moment
où, en le rompant,
je pourrais
servir le pays.
Voilà trois ans
qu'on n'avait plus
entendu sa voix.
Sa silhouette,
c'est un peu épaissie,
certes, mais son esprit

toujours vif
étrangeant.
Est-ce que j'ai jamais
attendu
aux libertés publiques
fondamentales ?
Je les ai rétabus.
Il y ait une seconde
attendu jamais.
Pourquoi voulez-vous
qu'à 67 ans,
je commence
une carrière
de dictateur ?
Pour l'heure,
le général préfère
le verbe aux armes,
qu'il manie
tout aussi bien,
peut-être mieux.
Tout au long
de cette conférence
de presse,
il s'efforce
de tisser un lien
entre son action
et la légalité démocratique.
Il rappelle
qu'il est prêt
à assumer les pouvoirs,
tout en affirmant
les événements en Algérie.
Il explique qu'il comprend
le soulèvement
de la population
comme le choix de l'armée
de prendre les choses
en main
pour éviter le désordre.
Sont-ils défaxieux ?
Le gouvernement
n'est pas condamné
alors pourquoi lui
les condamnerait-il ?

Et le général conclut
son grand oral
par ses mots.
J'ai cru
utile
au pays
de dire
ce que j'ai dit.
Maintenant,
je vais rentrer
dans mon village
et je m'y tiendrai
à la disposition
du pays.
Mesdames, messieurs,
je vous remercie.
C'est ça qui s'appelle
prendre date.
A la fin de cette journée
du 19 mai,
comme premier Charles de Gaulle
remonte dans sa traction
direction Colombelais
de l'Église,
que doit-il se dire
en rentrant ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans

sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Jusqu'où lui
et ses partisans
sont-ils prêts à aller
pour prendre le pouvoir ?
Ah-ha-ha-ha-ha-ha-ha-ha-ha-ha-ha-ha
Ah-ah-ah-ah-ah-he-he-he-he-he...
Ah-ah-ah-ah-he-he-he-he-he...

»

One of these mornings
You can arise
I'm singing
Yes, you spread your wings
Et tu te prends jusqu'à l'église
Mais jusqu'à ce matin
Il n'y a rien pour moi
Et tu te prends jusqu'à ce matin
Et tu te prends jusqu'à ce matin
Et tu te prends jusqu'à ce matin
Sommertime
Et tu te prends jusqu'à ce matin
Et la vie est facile
Et tu te prends jusqu'à ce matin
Et la vie est facile
Et la vie est facile
Et ta vie est facile
My little baby, baby, don't you cry
Oh, don't you cry
Cinq jours après la conférence de presse,

le général de Gaulle est toujours à Colombes,
les deux églises attendent encore que la France fera pas sa porte.
En Algérie, les comités de salut public se sont multipliés.
Les insurgés ont organisé des rassemblements dans toutes les grandes villes du département
pour légitimer un peu plus leur prise de pouvoir et sans doute pour se rassurer aussi.
Le gouvernement à Paris tient et se laisse du temps pour mettre fin à cette mésaventure.
Le 24 mai 1958, au petit matin,
un dacoit a atterri à l'aéroport Saint-Catherine-de-Calvis à 160 km d'Ajaccio.
A son bord, plusieurs corps, dont le député Pascal Arigui et des militaires venus d'Algérie,
ils ont pour mission de faire de l'île de beauté un nouveau département d'incidence.
La chaude se déroule sans coup de feu, sans blesser.
En quelques heures, ils pénètrent dans la préfecture d'Ajaccio,
mettent aux arrêts le préfet, puis organisent la célébration devant les micro-dejournalistes,
engagés ou requisitionnés de la radio d'Algérie.
Ici Tony Arbonna, qui vous parle non pas d'Algérie, mais d'Ajaccio.
En effet, nous sommes arrivés cette nuit dans cette coquette-ville Corse
pour nous rendre compte aussi de l'enthousiasme
qui avait provoqué la formation du comité de salut public.
Nous sommes en ce moment sur la place magnifique où se trouve le monument au mort
et passent près de nous un peloton de parachutistes qui chantent, comme vous l'avez entendu.
Ces parachutistes vont prendre position sur cet esplanade
où se trouve le monument au mort et évidemment une foule qui se presse autour de nous.
Cette foule qui semble aussi enthousiasme que celle d'Alger,
qui bénéficie, il faut le dire aussi, du même soleil et du même décor.
En écoutant ce reportage, on pense que comme Alger, la Corse serait soulevée comme un seul
homme.
La vérité est plus complexe, car si Ajaccio tombe,
Abastia en revanche la résistance organise, qu'importe.
Avec cette prise d'armes relayée par des micros,
le comité de salut public d'Alger souhaite mettre à la pression à Paris ce qui est le cas.
Le jour même, Pierre Pfilmlin ne cache plus son inquiétude à ses concitoyens.
La voix est grave, les mots sont lourds de sens.
Dans ces heures d'inquiétude, je sais que beaucoup d'entre vous
mettent en doute la valeur de nos institutions.
Je sais que le grand changement sont nécessaires,
mais ces changements doivent être opérés dans l'ordre et la légalité.
Il ne serait pas admissible qu'une fraction de la nation
tente d'imposer sa volonté au pays tout entier.
Je demande à tous les Français de comprendre,
dans la métropole et en Algérie,
que la nation risquerait d'être cruellement divisée,
si nous ne demeurions pas tous unis dans le respect des lois de la République.
Face à la situation où Jules Mock, le ministre de l'Intérieur,
prépare un plan pour réintégrer l'accord sous l'autorité de l'État par la force.

Pfiflin réfléchit, puis préfère la sécession de l'accord sur le risque d'une guerre civile, ainsi l'État de roi s'incline. Jours après jour, les derniers obstacles au retour du général tombent l'un après l'autre. D'abord, c'est l'union des partis qui va s'effriter. Solidaires et unis depuis le début de la crise, les forces de gauche n'ont pas su parler d'une seule voie, construire une sorte de nouveau front populaire face aux militaires. Non, ils se sont interdits la rue en votant l'État d'urgence et n'ont pu appeler les Français à manifester leur soutien à la République. Au sein du bloc des Gauches, c'est le socialiste Guimollet vice-président du Conseil qui fait basculer la situation en écrivant directement au général. Il lui indique ses craintes, mais reconnaît qu'il est sans doute le seul à pouvoir éviter la guerre civile. Désiré, contacté, de Gaulle fait le même et invite Pierre Fumlin à le rencontrer. Et le président du Conseil, bien sûr, ne peut qu'accepter. La rencontre s'est déroulée directement durant la nuit du 26 au 27 au bord de Saint-Clou, à minuit, et deux hommes sont en effet face à face. L'entretien est courtois, mais succès. Fumlin souhaite que le général désavoue les hommes d'Ajaccio, de Gaulle refuse sauf, sauf si le régime le charge d'arbitrer les négociations. Elles sont là pour l'heure dans l'impasse. Pour le président du Conseil, il ne s'agit que d'un premier rond, du moins le Panstil. Le lendemain, une émissive signée du général est lue sur les antennes de la RTF. Je m'excuse de vous interrompre, mais l'agence France Presse nous communique à l'instant le texte d'une communication du général de Gaulle. Le voici. J'ai entamé hier le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays. Je compte que ce processus va se poursuivre et que le pays fera voir, par son calme et sa dignité, qu'il souhaite le voir aboutir. Et le communiqué se conclut par ses mots. Dans ces conditions, toute action de quelque côté qu'elle vienne, qui met en cause l'ordre public, risque d'avoir de graves conséquences. Tout en faisant la part des circonstances, je ne saurais l'approuver. J'attends des forces terrestres, navales et aériennes présentes en Algérie, qu'elles demeurent exemplaires sous les ordres de leur chef, le général Salant, l'amiral Obuano, le général Jouot. A ces chefs, j'exprime ma confiance

et mon intention de prendre un sésame contact avec eux.

A quoi joue de Gaulle ?

Historien et témoin s'interrogent toujours
sur ce coup de bluff du général.

Voulait-il une nouvelle fois prendre la main
sur le gouvernement en place ?

Où était-ce un moyen de contrer l'impatience
de ses partisans ?

Car la prise de la Corse n'était en réalité
qu'une étape, une opération,
une étape d'une opération plus vaste intitulée,
une résurrection qui avait pour but
l'invasion de la métropole par les militaires d'Alger
et donc l'installation par la Corse.

Dans l'esprit de ce dernier,
cette opération n'était qu'une épée
de Damocles sur les gouvernants
de la Quatrième République.

Ce 28 mai, à Alger,

les généraux se préparent
à toutes les éventualités.

Au même moment, à Paris,
les défenseurs de la République investissent
à la fin des rues de la capitale.

Étudiants, salariés, professeurs,
ouvriers, clouats très jusqu'à l'heure
dans leurs appartements, leurs enfu, leurs ateliers
répondent aux insurgés d'Alger et leurs partisans.

Ils sont presque 200 000 personnes
à défiler entre nations

et la République en criant ces slogans.

Le fascisme !

Le fascisme !

Le fascisme ne passera pas

car la crainte était grande
pour ces manifestants d'ouvrir l'État
entre les mains générales

dans un contexte de guerre et de chaos.

Certes, il était l'homme de la France libre
mais pouvait-il être l'homme de la paix
en Algérie, de la fin des appelets
du refus de la torture ?

Ils ne le savent pas.

Mais en coulisse, jusqu'au dernier marche

qui vont le conduire à l'Elysée,
d'abandonner l'opération résurrection.

Le 29 mai,

son chef de cabinet Olivier Guichard
prie un même salant de se tenir prêt.

Finalement, ni l'Elysée, ni l'Assemblée
ne seront pris par les militaires d'Alger.

Ce 29 mai, René Coty, président de la République,
décide d'appeler officiellement
le général de Golo-Pouvoir.

Dans une longue lettre
lue à l'Assemblée, il explique
les raisons de ce choix.

Je me suis tourné vers le plus illustre
des Français, vers celui
qui, aux années les plus sombres
de notre histoire, fut notre chef
pour la reconquête de la liberté
et qui, ayant réalisé autour de lui
l'unanimité nationale,
refusa la dictature
pour établir la République.

A quel condition accepterait-il
d'assurer la charge à câblante du pouvoir ?

Ces conditions permettraient-elles
d'esconter pour son investiture
la majorité nécessaire ?

J'ai demandé à M. le Président
de l'Assemblée nationale et à M. le Président
du Conseil de la République
que je remercie de leurs précieux concours
de bien vouloir son entretenir d'urgence
avec le général de Golo.

Cette entretien m'a révélé qu'en l'Etat
il reste à surmonter
des difficultés considérables.

Dois-je donc renoncer à fait rappel
à celui dont l'incomparable autorité morale
assurerait le salut de la patrie
et de la République ?

En un pareil jour,
elle est le devoir suprême.

Elle nous commande à tous
d'y sacrifier s'il le faut

une part de nos préférences
et même de nos convictions.
Représentant de la nation,
le destin de ce peuple est en vos mains.
Chacun de vous,
avec son froid et dans la dignité,
arrêtera le moment venu
ses résolutions pour que vive la France
et que vive la République.
C'est tourné vers le plus illustre des Français.
Les communistes ont préféré s'asseoir
suivi par certains députés socialistes.
Une heure plus tard,
le général quitte Colombais
direction Paris.
Il s'arrête dans ses bureaux de la rue de Solferino
puis rejoint l'Elysée
à l'abri des regards.
Soutenu par le président,
il lui reste à convaincre
une majorité de parlementaires
de lui accorder la confiance
de l'exposition.
Dans cette quête, il reçoit le soutien
de Guimollet de Vincent Riol
qui lui offre cette majorité de temps en souhaite.
Le dimanche 1er juin 1958,
le général en costume civile
s'installe sur les bancs de l'hémicycle
puis s'avance à la tribune.
Dans un silence de funérailles,
il lit sa déclaration d'investiture
sans en phase, sans éclate.
Tout a déjà été dit, expliqué, analysé.
Des députés connaissent ses critiques
à l'encontre de la Constitution
comme les grandes lignes de celles
qu'il veut faire naître.
A la fin de son intervention,
le général quitte l'hémicycle,
puis à temps sera les résultats du vote.
329 députés contre 224
lui accordent la confiance.
Charles de Gaulle devient

Avec l'historien Michel Vinoc, bonjour.
Merci d'être avec nous.
Je le rappelle aux auditeurs, vous êtes professeur
et mérite d'histoire contemporaine
de ne plus vous être resté de référence.
Ça veut dire ça et mérite.
Auteur notamment de l'agonie de la Quatrième République.
C'est un livre, mais aussi de la République Seumeur.
C'est un autre livre.
Vous vous évoquez vos souvenirs d'étudiant en Paris
lors de ces années de troubles, nous y reviendrons.
Alors tous les gens qui sont passés par Sciences Po
ont dû lire, avec plaisir,
beaucoup parfois, un peu moins parfois,
du Vinoc, fortement, qu'on a lu de la Zema.
C'est obligatoire.
Voilà, donc on va commenter tout cela.
Avant d'entrer dans le vif du sujet,
évoquer ensemble cette Quatrième République,
ce régime,
trop souvent mal aimé,
voué aux Gémonies, je le disais tout à l'heure,
à tort, ou à raison,
quelles étaient ces forces à cette Cinquième République
et ces forces et les faiblesses ?
La force c'est probablement
le bon état
de l'économie,
puisque
pendant ces années-là
c'était
le plein emploi,
la croissance,
et que du reste,
la crise du 13 mai 58
n'a absolument pas d'origine,
de racine économique et sociale.
C'est une crise purement
politique.
Donc la Quatrième République
peut se défendre en disant, mais vous voyez,
nous avons bien gouverné
l'État de la France,
mais malheureusement,

politiquement, ça ne marchait pas.
Parce que quand on a
un régime dont les gouvernements
ne durent pas plus que
7 ou 8 mois, et parfois
c'est une moyenne, parce que parfois
il pouvait durer un mois,
6 semaines,
c'est évidemment
une faiblesse considérable, d'autant que
la France
est affrontée
à un problème, qui est un problème
planétaire, mais
dont elle s'est mal tirée,
qui est le problème de la décolonisation.
Elle s'est embourbée
dans l'Indochine, dans la guerre d'Indochine
Mais les France en est sorti quand même
rapidement. Tout à fait.
Mais ça a duré des années et des années.
Et
l'armée, parce qu'il faut tout de suite
parler de l'armée à propos du 13 mai,
s'est juré après
avoir été chassé
d'Indochine, que
en Algérie
elle resterait, et que l'Algérie
resterait française.
Donc, l'armée a prêté
les cadres de l'armée,
ont prêté serment,
de rester
en Algérie.
Et le grand problème du 13 mai
58,
c'est évidemment le rôle
de l'armée. Depuis,
le coup d'État de Louis Bonaparte
qui date
de 1851,
2 décembre 1851,
l'armée était devenue la grande

mais n'intervient pas
dans le domaine politique.
Or, pour la première fois,
parce qu'en depuis plus de 100 ans,
voilà une armée qui va soutenir
la rébellion
d'Algérie. Ça veut dire que c'est une crise de régime
parce que l'armée
grande-mouette, aux ordres du pouvoir civil,
c'est l'un des piliers de la démocratie.
Exactement. Donc là, on est bien
en crise de régime.
Une crise de régime évidente
à partir du moment
que Massu fait sa déclaration
après avoir intégré
le comité de salut public
d'Alger et en exigeant,
en exigeant, vous en rendez vous compte
de la France,
du gouvernement français,
du Parlement français,
de mettre sur pied
un gouvernement de salut public.
On n'a jamais vu cela. On a l'air
saureux, c'est-à-dire que c'est les militaires
qui prennent pas dans la hiérarchie
sur le pouvoir civil. Exactement.
Donc ça, c'est le premier
facteur, je dirais, de la crise.
Le deuxième facteur,
c'est qu'en face de ce danger,
il y avait tout de même
dans l'histoire de la République
un réflexe qu'on appelle
la défense républicaine.
Ça note de l'affaire de Réfus.
C'est-à-dire que, devant le danger
imminent d'une subversion,
il y a
l'union
de tous les républicains, quel que soit
l'ordre à peau,
pour maintenir, pour défendre

le régime en place. Or, ça ne marche pas en 58, pourquoi ? Parce que le principal, le plus grand parti français, c'est le Parti communiste, est que celui-ci est marginalisé. Auto-marginalisé, si on veut, mais en tout cas marginalisé. Le résultat est le même. C'est que nous sommes en pleine guerre froide, que deux ans par avant, on a vu une union soviétique briser avec ses chars l'insurrection de Budapest, et que la gauche non-communiste ne veut en aucun cas salier au Parti communiste. Alors, qu'est-ce qui reste pour défendre le régime ? Fimelin lui-même, une fois investi, il dira je me bats sur deux fronts, c'est-à-dire qu'il disait, je me bats contre évidemment la rébellion, et je me bats aussi contre la subversion communiste possible. En fait, les communistes à ce moment-là ne veulent absolument pas prendre le pouvoir. Ils veulent défendre effectivement le régime. La preuve c'est qu'ils vont voter soutenir le gouvernement Fimelin jusqu'au bout. Donc, la défense républicaine, on l'a vu rejouer en 1936, par exemple, au moment du front populaire, cette défense républicaine est impossible en raison du poids de la force, de la puissance et de la marginalisation du Parti communiste. Ça montre à quel point la déclaration de Général de Gaulle, qui se détraite un peu humoristique, dit comment vous voulez vous, qu'à 67 ans, je commence une carrière

dictateur, elle est énorme, parce qu'il aurait pu le faire, il aurait pu ramasser le fruit. Est-ce qu'il aurait pu ramasser le fruit, tomber de l'arbre de Général de Gaulle, c'est-à-dire arriver et mettre un pouvoir fort, qu'ils n'ont pas de démocratique ?

Oui, mais de Gaulle, de Gaulle n'est pas Franco, de Gaulle ne l'oublions pas, était le chef de la France libre et dans sa conférence du 19 mai, il dit bien c'est moi qui est restitué la liberté en France, les libertés fondamentales, et c'est vrai, et c'est vrai. Donc, lorsque il était battu à ce moment-là, puisque l'Assemblée constituante a refusé ses propositions d'institution, il a démissionné en janvier 46 et il a tenté de faire autre chose, en 47, en créant un grand mouvement, un grand rassemblement, le RPF et qui a eu un succès considérable dans les médias mais comme il n'y avait pas d'élection législative à l'horizon ça s'est délité complètement et ça a été un deuxième échec, et voilà que pour la troisième fois, et cette fois ça va marcher de manière tout à fait inattendue au fond, imprévisible, imprévisible ou prévisible parce que... Un peu les deux quand même parce que la quatrième République n'y arrivait pas, elle est dans un passe elle est complètement enlisée dans cette guerre d'Algérie, elle a elle craint l'armée mais elle n'a pas de solution

qui molait, avait évoqué
la possibilité d'une consultation
générale, mais les rebelles,
le FLN ne veut absolument pas
d'élection, il veut
avant tout qu'on lui reconnaisse
le droit d'indépendance
donc c'est une impasse totale
ajoutons à cela que
il y a la question de l'opinion
la question de l'opinion c'est que
vous l'avez dit
la quatrième est mal aimée
elle est mal aimée parce que
elle n'est pas forte
elle donne l'image justement
d'une faiblesse
continue, et pas conséquent
on n'a pas tellement envie
de défendre ce régime
et même, il y a
des gens d'extrême gauche, je pense
un article de Jean-Paul Sartre
qui dit évidemment
qu'il est contre la rébellion, qui veut défendre
la démocratie, mais il dit
on va donc défiler
dans la rue pour défendre qui
Guy Mollet qui fait
la guerre en Algérie, Max Lejeune
Robert Lacoste
donc même
la gauche intellectuelle
la gauche anti-colonialiste
est très embarrassée
néanmoins, bon
on s'alliera avec qui on s'alliera
et surtout il faut s'allier avec le parti communiste
puisque c'est le parti communiste
qui a les militants qu'il faut
la force, la structure etc
et il y en a un parmi les socialistes
qui est prêt à tout et c'est
un peu inattendu parce qu'il a

longtemps passé pour le roi
le roi c'est-à-dire
des anti-communistes et julmoques
julmoques, mises intérieures
qui a brisé les grèves
en 1947
pour instaurer les CRS etc
et lui est tout à fait prêt à se battre
avec les communistes contre
la rébellion d'Alger
mais certainement pas
Guy Mollet et certainement pas Pierre Fumelin
Alors ce pauvre Pierre Fumelin
alors quand je dis ce pauvre il y a beaucoup
de respect dans cette situation
vraiment difficile il est appelé
à répondre à la question suivante
faut-il utiliser les armes contre les insurgés
et vous allez entendre ce qu'il en pense
lui-même extrait du documentaire
Pierre Fumelin d'une république à l'autre
réalisé par Bernard Courte
et co-produit par Eural Film
production documentaire qui date de 1990
Lorsque on en arrive
au niveau du drame
alors on est seul
avec sa conscience
ça a été un drame
mais pas une tragédie
c'est-à-dire qu'il n'y a pas eu
véritablement
de fusillade
mais la tragédie elle a eu lieu
peut-être au plus javril après
deux ans après
est-ce que vous avez cru
à un moment
qu'il faudrait que vous donniez l'ordre de tirer
ou d'avoir un acte gouvernement
La question m'a été posée
la question m'a été posée par le préfet
d'Auron
et je lui ai interdit de tirer

Est-ce qu'on n'entend pas
la voix là d'un démocrate
qui ne veut en aucun cas
qu'il y ait la violence dans la rue
quelque chose qui ressemble à
est-ce qu'elle n'est pas tout l'honneur
de la démocratie
dans ce qu'on entend
Je ne sais pas parce que la démocratie
doit savoir se défendre
et pas conséquent
affronter
l'adversité
et l'ennemi
En l'occurrence il y a eu une fiction
dans toute cette histoire
Pierre-Pierre Féméland dès le début
a donné
à Salon
c'est-à-dire au chef supérieur
de l'armée en Algérie
le pouvoir a maintenu
leur pouvoir, y compris les pouvoirs spéciaux
qu'il a fait
revoter
donc d'un côté il luttait
contre la rébellion
qui était largement soutenu
par les militaires
et d'un autre côté il reconnaissait
au chef militaire
l'égalité
et Salon se trouvait dans une situation
d'une ambivalence totale
et lui avait rallié
complètement l'idée
à la fois de l'Algérie française
et l'idée d'un gouvernement de salut public
c'est-à-dire qu'il était dans une illégalité
totale
mais non, puisqu'il était reconnu
légalement par Pierre Féméland
et son gouvernement
vous voyez cette espèce de jeu

de ruse
n'était pas une qui était au fond
une fuite
en avant, au vert jeune
c'est quelle solution
c'était insoluble
et dans cette affaire
il y a un homme qui a joué un rôle important
Outre le Général de Gaulle
c'est René Coty
dernier président de la Quatrième
exactement, comprenez
pour un président
vous savez un peu Fallot
c'est président de là
et là il arrive et lui dit
j'ai des pouvoirs
et voilà
il va solliciter de Gaulle
bon ça c'est pas trop difficile
mais il sait que
quand il le sollicite
il a encore de Gaulle
une majorité contre lui
contre lui
c'est alors que
alors que se prépare
l'opération, résurrection
c'est-à-dire le putsch
il va
couper l'herbe
sous les pieds des putschistes
en écrivant
cette lettre au parlement
et en leur disant
si vous n'investissez pas
de Gaulle, moi
je démissionne
il avait un sens politique égot
remarquable
parce qu'en plus
il a voulu respecter
les institutions jusqu'au bout
il a soutenu Fimlin

comme Fimlin était en place
mais après que
Fimlin eut démissionner
il s'est dit la seule solution
c'est de Gaulle, je l'appelle
et dans son fort intérieur
il se disait sans doute je vais y arriver
alors on a dit
dans l'introduction
l'homme providentiel
la légende
bon enfin il avait
ses chevaux de 3
c'est un rôle de Gaulle au sein de la 4ème république
je pense à Chaban
notamment, je pense à Neuvverte
qui ont eu un rôle très important
très important
et en particulier
Léon Delbec
qu'on a cité plusieurs fois
si j'aurais dû commencer par lui
vous avez à Paris
une petite cellule
dont le
le président
Michel Dobré
donc Olivier Guichard
Focac
qui veulent le retour
du général au pouvoir
tous les grands ministres
et ils ont
en Algérie
une antenne
qui a été placée en Algérie
par Chaban Delmas
du temps où il était ministre de la défense
et Léon Delbec a un travail à faire
qui est de préparer l'opinion
algérienne
exactement des Français d'Algérie
de l'armée au retour du général de Gaulle
et ce retour du général de Gaulle

c'est pas joué d'avance
parce que là-bas on n'est pas gaullistes
qu'est-ce qu'il y a de vrais gaullistes
dans l'état major
il y en a un, le général Massu
mais certainement pas Salan
et certainement pas les autres qui lui reprochent
très souvent son action de 40
44
on va Salan le voir plus tard d'ailleurs
il le pourra plus tard
il fait quand même partie des quatre
effectivement et donc
Delbec a fait un travail
d'agitateur, d'intrigue
de manipulateur extraordinaire
il a convaincu
n'est-ce pas Salan
qu'il fallait appeler de Gaulle
et alors il y a cette scène extraordinaire
du 15 mai
au balcon du Forum d'Alger
quand Salan n'est pas fait son grand discours
et qu'il termine par vivre
la Gérie Française
et il a oublié de dire vivre de Gaulle
alors que Léon Delbec
l'avait convaincu un peu auparavant
qu'il fallait crier vivre de Gaulle
et c'est Delbec qui est derrière
qui lui souffle à l'oreille
crier vivre de Gaulle, vivre de Gaulle
et Salan va dire vivre de Gaulle
et ça y est, on a trouvé une solution
ça y est, parce qu'à partir du moment
où la rébellion
avec l'appui des militaires
s'enlisaient un peu dans l'incertitude
la métropole était
leur adversaire
presque les 4-5e du Parlement
était contre
qu'est-ce qu'on allait faire ?
le 14 on interview Massu

qui se dit un petit peu vague
c'est pas où on va
le 15 ça y est
et alors aussitôt nous entendons
le communiquer du général de Gaulle
le même 15 mai et qui dit
je suis prêt, je suis prêt à prendre en charge
les destins de la République
alors on connaît la suite, ce sera le destin
de la nouvelle République
cette 5e République dans laquelle nous vivons
et qui a 60 ans maintenant
est-ce que vous pensez qu'elle a assez évolué
cette 5e République
qui a été mise en place, on le voit bien
sur une crise de régime
60 ans après, nous ne sommes pas en une crise de régime
est-ce qu'elle a besoin d'être un peu ripolinée
pourrait plus en être d'équation avec la période d'aujourd'hui ?
certainement
on remarquait qu'elle n'est plus exactement
aujourd'hui celle
qui a été écrite
et voté en 58 et 62
il y a eu
un certain nombre d'amendements
ne serait-ce que le quinquennat
mais il est certain
que nous sommes passés
d'un excès à l'autre
un excès de pouvoir exécutif
par rapport à
celui qui ne l'avait pas avant
pardon de vous bousculer
je suis vraiment désolé mais il reste que 10 secondes
donc il faut arrêter là, ça veut dire quoi
c'est un qui sont des kits de pouvoir
merci infiniment Michel Vinoc
on revoit